



Déclarations et Discours

N° 85/19

LA LUTTE CONTRE L'APARTHEID

Déclaration de M. Stephen Lewis, ambassadeur et représentant permanent du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies, à l'assemblée générale des Nations Unies, New York, le 31 octobre 1985.

M. le Président, après avoir entendu l'intervention de l'évêque Desmond Tutu, lundi dernier, mes collègues canadiens ont eu le sentiment, en quelque sorte, que tout avait été dit.

Il m'a été impossible d'assister à cette séance, mais en lisant ultérieurement le texte de sa déclaration, je le voyais debout à cette tribune, comme je l'ai vu dans le passé, passionné, lucide, animé d'un sentiment d'urgence, s'adressant au monde entier avec les accents d'un prophète de l'Ancien Testament en modèle réduit, sa voix se faisant de plus en plus forte et irréfutable dans la présentation du dossier accablant de l'*apartheid*.

La force de l'évêque Tutu réside dans la simplicité de son éloquence. Il a évoqué, d'emblée, son "pays bien-aimé... en flammes et se vidant progressivement de son sang jusqu'à la mort, alors que cela pourrait être évité", et il a souligné, en conclusion, qu'il se "souviendrait (de ceux) qui ont contribué à la libération (de son peuple)".

Entre ces deux passages, dans toute l'argumentation, l'analyse, la documentation, les phrases percutantes, les plaidoyers pour la paix, une chose, une chose vraiment phénoménale, brillait totalement par son absence — son intervention ne contenait même pas un soupçon de malice, de haine, de désir d'exercer des représailles.

Cette caractéristique d'une si grande partie des dirigeants noirs sud-africains m'a toujours stupéfié. Quelle que soit la provocation, quelle que soit la profondeur de l'abîme du désespoir, quelle que soit la laideur de l'appareil coercitif du racisme, les Tutu de ce monde, comme les Lutuli qui les ont précédés il y a 25 ans, rejettent la vengeance, recherchent la réconciliation, optent pour l'harmonie raciale.

Permettez-moi d'évoquer un souvenir personnel; il s'agit là d'une dimension de la lutte dont j'ai fait brièvement l'expérience. En 1959, j'ai vécu et travaillé avec des réfugiés sud-africains sur le campus de l'Université de Legon, à Accra. Le Ghana venait d'accéder à l'indépendance; Kwame Nkrumah évacuait par avion les réfugiés sud-africains au coeur de la nuit... s'efforçant de nouer un cordon de sauvetage pendant certaines des heures les plus sombres de l'infâme régime Verwoerd. Ces réfugiés, c'étaient de jeunes hommes victimes de la tragédie qui s'abattait sur leur pays. Ils s'exposaient aux fouets de l'extrémisme afrikaner s'ils rentraient; mais aucun d'eux, aucun d'eux n'a choisi, à cette époque, la voie de la violence préméditée. Ils parlaient tous — avec une intensité mêlée d'une calme obstination — d'égalité, de justice, de démocratie pour tous: Blancs, Métis, Indiens, Noirs.

J'ai retrouvé exactement les mêmes accents dans les mots prononcés cette semaine par l'évêque Tutu.

Je me demande en ce moment, tout comme je me le demandais il y a une génération, comment ces gens font pour conserver une telle générosité, une telle dignité, une telle perspicacité, alors qu'ils sont soumis depuis si longtemps à un assaut aussi sinistre.

Je ne connais pas la réponse à cette question. Cette attitude s'explique peut-être en grande partie par la foi, elle est de toute évidence la manifestation de grandes qualités de résistance et de droiture de l'esprit humain. Mais je suis sûr d'une chose : cette retenue presque surnaturelle ne durera pas éternellement.

À un moment où le tissu de la société se déchire, où le gouvernement de l'Afrique du Sud lance un défi à la raison, la voix de ceux qui recommandent la modération va se perdre dans le fracas de la violence.

C'est pourquoi nous sommes engagés dans une véritable course contre la montre. Et c'est pourquoi, selon le Canada, les six prochains mois sont cruciaux.

Nous devons trouver les moyens de prolonger l'élan actuel. Nous avons le sentiment — qui est tout à fait réel — que nous nous trouvons au bord du gouffre . . . qu'à tout moment, l'Afrique du Sud risque de plonger dans le maelstrom de l'affrontement et de l'horreur. Nous devons conserver la foi des dirigeants noirs, qui ne désespèrent jamais; la foi de ceux qui subissent les assauts de la police dans les municipalités noires, de ceux qui croupissent dans les centres de détention, de ceux qui sont traduits devant les tribunaux, de ceux qui sont perdus à l'aube, de ceux dont la vie a déjà été sacrifiée dans le combat acharné pour la liberté.

Garder la foi, cela veut dire continuer sans relâche d'exercer des pressions. À cet égard, le monde a fait de grands pas au cours des derniers mois. Le Canada est un pays vigoureusement représentatif de ce crescendo de la prise de conscience et de l'action auquel se joignent de plus en plus de nations.

Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de revenir ici sur chacune des mesures que le Canada a prises récemment — nous avons distribué toutes les déclarations politiques pertinentes sous forme de documents officiels de l'Assemblée générale. Qu'il suffise de dire que, entre les mois de juillet et de septembre de cette année, le Canada a annoncé un ensemble de sanctions sélectives portant sur toute la gamme des activités économiques, et allant d'une interdiction effective frappant la vente des *krugerrands* à une interdiction des prêts bancaires, en passant par un embargo sur le transport aérien, un embargo volontaire sur la vente de pétrole et la cessation de la transformation à façon de l'uranium namibien. De concert avec tant d'autres nations, nous avons renforcé notre boycottage des échanges sportifs, et nous attachons une telle importance à l'expression d'une opinion publique sensibilisée que le gouvernement du Canada a ouvert un registre où peut être consignée toute mesure volontaire mise en œuvre par des provinces canadiennes, des municipalités, des organisations, et même par de simples citoyens, en guise de témoignage de notre opposition implacable à l'*apartheid*. Au fur et à mesure que ce registre s'étoffera, nous en transmettrons le contenu au Secrétaire général.

Ce ne sont là toutefois, que les ingrédients qui nourrissent une prise de position politique. Sur le plan conceptuel, nous sommes allés beaucoup plus loin.

Agissant avec détermination, nous avons participé activement à la négociation de l'accord conclu ce mois-ci au niveau du Commonwealth, accord que nous avons signé. Ce document ne prévoit pas uniquement des sanctions sélectives qui seront appliquées collectivement. Il énonce en outre les conditions du démantèlement de l'*apartheid*.

De plus, la semaine dernière, du haut de cette même tribune, le Premier ministre du Canada a indiqué très clairement que si l'Afrique du Sud continue de refuser de procéder à des changements fondamentaux, nous sommes disposés à appliquer des sanctions totales; plus encore, si l'*apartheid* n'était pas démantelé, nous envisagerions de rompre complètement les relations avec l'Afrique du Sud.

Il y a des moments, dans la vie des nations, où l'immoralité d'un État mérite l'opprobre de tous. Nous vivons un tel moment.

Le Canada n'ignore pas que, selon certains pays et certains critiques, le monde agit trop lentement sur cette question. En vérité, personne n'aurait pu prédire, il y a six mois à peine, qu'un tel mouvement pourrait prendre une telle ampleur aussi rapidement. Les pressions sur l'Afrique du Sud s'intensifient inexorablement. L'Afrique du Sud ressent l'effet de ces pressions. Notre stratégie doit maintenant consister à ne pas permettre une diminution de ces pressions. Au cours des six prochains mois — délai prévu dans l'Accord du Commonwealth — il nous faut mettre en œuvre tous les moyens, prendre toutes les initiatives, saisir toutes les occasions, faire preuve de toute l'habileté diplomatique possible, tirer parti de tous les débats, dans toutes les instances appropriées au sein des Nations Unies, et à l'extérieur des Nations Unies, individuellement et collectivement, pour persuader l'Afrique du Sud du fait que seul le changement politique a un sens, et que le changement pacifique ne peut intervenir que si l'*apartheid* est éliminé à jamais du vocabulaire du comportement humain et de la vie politique.

Les prétendues réformes annoncées ne constituent aucunement des réformes fondamentales. Plus de 300 lois relatives à l'*apartheid* restent en vigueur. Elles représentent un lexique de l'oppression. Elles régissent et limitent, en vertu du seul critère de la race, pratiquement toute la gamme des activités humaines. Pour toute société civilisée, elles équivalent à un sacrilège qui mérite l'anathème.

Certains nous présentent une argumentation recherchée pour nous convaincre du fait qu'il s'agit d'une question complexe. Ce n'est pas le cas. Il s'agit tout simplement d'une question de couleur et de dignité. Chaque fois que je parle de l'*apartheid* avec un de mes collègues diplomate d'Asie ou d'Afrique, la douleur profonde qui apparaît sur son visage s'explique par une vérité toute simple : il s'agit de couleur et de dignité. Je n'en ai jamais été plus profondément convaincu, dans toute ma vie, que depuis mon arrivée aux Nations Unies. Nous menons une lutte qui doit absolument déboucher sur notre victoire à tous. Il faut persuader l'Afrique du Sud que le démantèlement de l'*apartheid*, la levée de l'état d'urgence, la libération de Nelson Mandela et de tous les autres prisonniers politiques, la révocation de l'interdiction qui frappe l'African National Congress et d'autres partis politiques et, surtout, l'ouverture immédiate d'un dialogue avec des dirigeants noirs représentatifs — que la satisfaction de toutes ces revendications est une condition préalable à une transition harmonieuse et pacifique vers l'établissement d'une société démocratique libre et non raciale.

Certains se demandent : "Que veulent, au juste, les dirigeants noirs sud-africains?". Permettez-moi de conclure en faisant une citation :

"Sur le plan politique, nous n'accepterons rien de moins que le droit de suffrage individuel direct des adultes et le droit d'élire et d'être élu à tous les organes du gouvernement. Sur le plan économique, nous n'accepterons rien de moins que l'égalité des chances dans tous les domaines, et le partage entre tous de ce patrimoine que constituent les ressources du pays, ressources qui, jusqu'à maintenant, ont été distribuées aux seuls blancs, en vertu d'un critère racial. Sur le plan culturel, nous n'accepterons rien de moins que l'ouverture de toutes les portes de la connaissance donnant accès, en vertu du seul critère du mérite, à des établissements dont la ségrégation soit absente. Sur le plan social, nous n'accepterons rien de moins que le démantèlement de toutes les barrières raciales. Ces exigences ne concernent pas uniquement la population d'origine africaine. Elles s'appliquent à tous les Sud-Africains, qu'ils soient blancs ou noirs. Nous ne faisons aucun compromis sur ces principes."

Qui a prononcé ces mots? Le chef Albert Lutuli, au moment où il dirigeait l'African National Congress. À quelle occasion les a-t-il prononcés? Dans son discours d'acceptation du Prix Nobel de la Paix, en 1961.

Deux lauréats du Prix Nobel, Lutuli et Tutu, dans un intervalle de près de 25 ans.

M. le Président, l'attente du peuple de l'Afrique du Sud a assez duré.

S/C